

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tout ce qui concerne l'administration du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15. Les lettres non accompagnées de l'adresse de l'expéditeur, ne sont pas rendues.
Nouvelles de l'étranger : sont prises d'acompaner tous les jours les lettres de l'étranger à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RÉCLAMES 25 —
FAITS DIVERS 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, 15, de la Cour Impériale, n° 15, de l'Église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; R. LAECHLIN, ci-devant N. KYMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN & C^{ie}, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BODKIEWICZ, libraire à Jitomir; et G. BARSZCZAK, libraire à Tarnobrzeg; à l'Épave de PUBLICATIONS, Chausée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES & C^{ie}, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, Rud. MOSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG

Russie (Saint-Petersbourg)	En mois	En trimestre	En semestre	En année
En ville 10 cop.	2 r.	5 r. 50	10 r.	18 r.
À l'intérieur 10 cop.	2 r. 50	6 r. 75	12 r. 25	22 r.
Etats de l'Union postale allemande	2 r. 50	7 r.	12 r. 25	22 r.
Belgique, Suisse, Hollande, Italie	3 r.	7 r. 50	13 r.	24 r.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 r.	8 r. 50	14 r.	27 r.
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 r. 25	8 r. 25	15 r.	30 r.
Etats-Unis d'Amérique	5 r. 75	10 r. 10	19 r.	36 r.

Prix du numéro : en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'intérieur 10 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements de 6 mois ou de 3 mois, leur durée ne doit jamais dépasser le 31 DÉCEMBRE.
Abonnements pour St-Petersbourg : au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15.
Abonnements pour l'extérieur : adresser les lettres et l'argent au bureau du Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky péroukoff, 15 et à Moscou, chez GAUTIER, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du Journal. Prière de faire les paiements de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger : adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky péroukoff, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 9 avril.
DÉCRETIONS. (Rescrits du 8 avril.) Dans la marine impériale : Grand-Croix de 2^e classe de l'Ordre de St-Vladimir, aux vice-amiraux : Lessonsky, aide de camp général et adjoint du général du ministère de la marine; Duhamel, membre du conseil des amiraux; baron Taube, directeur du département d'inspection; et au conseiller privé Mame, directeur de la chancellerie du ministère de la marine.
Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, avec les insignes de la couronne impériale : au vice-amiral à la suite de la flotte de la mer Noire Manzanari 1^{er}; au conseiller privé Warrand, membre de la haute cour de justice de la marine; au lieutenant-général du corps des pilotes de la flotte, Zelenof, chef de l'école technique de la marine.
Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, au maître de la cour en disponibilité au ministère de la marine Moukhoulov, et au contre-amiral Andriev, 1^{er} capitaine du port de St-Petersbourg.
Ordre de St-Stanislas de la 1^{re} classe, au contre-amiral Stromlov, commandant de place en second à Cronstadt, et au général-major du corps de l'artillerie de la marine Pestich, chef de l'artillerie du port de Cronstadt.

Dans le ressort du ministère de l'intérieur : l'Ordre de St-Alexandre Nevsky, enrichi de diamants, à l'aide de camp général, lieutenant-général Tripov, préfet de la ville de St-Petersbourg; l'Ordre de l'Aigle-Blanc aux conseillers privés Schumacher, directeur du département d'économie; Ulrich, président du consistoire évangelique luthérien à St-Petersbourg, et membre permanent délégué par le gouvernement à l'administration de l'école allemande de l'Église évangelique luthérienne de St-Pierre, et Zieckauer, médecin ordinaire de S. M. l'Empereur, membre consultatif au conseil de médecine; grand-croix de 2^e classe de l'Ordre de St-Vladimir, au conseiller privé de Harting, gouverneur de Tambow, et au conseiller d'Etat actuel Trouninkov, président de la commission temporaire pour les affaires des paysans dans le royaume de Pologne; les insignes de l'Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, ornés de la couronne impériale, au conseiller privé Zagorsky, docteur en médecine et en chirurgie, membre consultatif du conseil de médecine, et au conseiller d'Etat actuel baron de Heiking, vice-gouverneur de Courlande; l'Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, au lieutenant-général à la suite de la flotte à cheval de campagne prince Sahakowski 2^e, vice-président chargé de la présidence du Comité de curatelle des prisons à St-Petersbourg; aux conseillers privés Eichenwald, docteur en philosophie, en médecine et en chirurgie, académicien et membre consultatif du conseil de médecine; Novoselsky, maire de la ville d'Odessa; au conseiller d'Etat actuel Kovanko, gouverneur de Voroneg; Ivanov, gouverneur d'Orel; Yelenev, membre de la direction générale pour les affaires de la presse; Felicki, fonctionnaire de 1^{re} classe pour missions spéciales près du ministre de l'intérieur; Koniar, vice-gouverneur de Volodga; et Matveiev, en disponibilité au ministère de l'intérieur, en fonctions de trésorier du ministère.
Ordre de St-Stanislas de la 1^{re} classe, aux conseillers d'Etat actuels : Retkine, Kokotseu, Kondrat, maréchaux de noblesse des gouvernements de Riazan, de Novgorod et de Tambow; Lyssogorsky, Sadorov, Otto, vice-gouverneurs de Perm, d'Oula et de Novgorod; Klurine, chef de section au département des services généraux; Beundon et Sokolov, en disponibilité au ministère de l'intérieur; Ouroumsky-Gritschew, fonctionnaire pour missions spéciales près du préfet de la ville de St-Petersbourg; et Ratnysky, censeur du comité de censure de St-Petersbourg.

Pour les cultes étrangers : Agrégés à l'Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, avec les insignes ornés de la couronne impériale, l'archevêque Kérov Végépliansky, administrant le diocèse arménien-géorgien d'Astrakhan; à l'Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, l'évêque Jules de Richter, vice-président du consistoire général évangelico-luthérien, et le chanoine Stanislas Zvolinsky, administrateur du diocèse catholique romain de Varsovie; à l'Ordre de St-Stanislas de la 1^{re} classe, le chanoine Pierre Zilinsky, administrateur du diocèse catholique-romain de Vilna, et le vice-président Charles Fromman, du consistoire évangelico-luthérien de St-Petersbourg.

Dans le ressort de la commission des requêtes : l'Ordre de l'Aigle-Blanc, au conseiller privé de l'Ordre de St-Vladimir, membre de la commission des requêtes; grand-croix de 2^e classe de l'Ordre de St-Vladimir, au conseiller privé Desimov, membre de cette même commission; l'Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, au conseiller d'Etat actuel Potekhin, membre de la commission.

Dans le ressort du contrôle de l'Empire : grand-croix de 2^e classe de l'Ordre de St-Stanislas, aux conseillers privés : Ostrowsky, sénateur, adjoint du contrôleur de l'Empire, et Yatchewsky, garant de l'expédition temporaire du contrôle; l'Ordre de St-Stanislas de la 1^{re} classe, aux conseillers d'Etat actuels : Hubbert, directeur de la chancellerie du contrôle de l'Empire, et Adadouroff, membre du plénum du département du contrôle de la comptabilité de la marine, avec les prérogatives d'un vice-directeur.

Dans le ressort du saint-synode : grand-croix de 2^e classe de l'Ordre de St-Vladimir, au conseiller d'Etat actuel Pokressensky, directeur de la chancellerie du premier procu-

reur du saint-synode; l'Ordre de St-Stanislas de la 1^{re} classe, au conseiller d'Etat actuel Nénarokomov, directeur de la même chancellerie.

Dans le ressort des haras de l'Empire : l'Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, au général-major Zvolinsky; membre du conseil de la direction générale, gérant du 3^e arrondissement des haras; l'Ordre de St-Stanislas de la 1^{re} classe, au général-major de Harting, membre du conseil de la direction générale, gérant, du 1^{er} arrondissement des haras, et au conseiller d'Etat actuel Borodine, chef de section de la chancellerie de la direction générale.

(Message officiel.)

PARTIE NON OFFICIELLE.

Un ordre du jour de S. A. I. M^{te} le grand-duc commandant en chef de la garde et de la circonscription militaire de St-Petersbourg prescrit les dispositions suivantes relativement à la réception de S. M. l'empereur d'Allemagne :

« Une garde d'honneur, avec le drapeau et la musique du régiment des grenadiers de St-Petersbourg (roi Frédéric-Guillaume III) recevra Sa Majesté à Wierzbolowo.

« Le jour de l'arrivée de Sa Majesté à St-Petersbourg, une garde d'honneur, avec l'étendard et la musique, du régiment des dragons de l'Ordre militaire (empereur d'Allemagne), sera postée à Gatchina.

« A St-Petersbourg, il y aura deux gardes d'honneur, composées chacune d'une compagnie, avec le drapeau et la musique. A la gare du chemin de fer de Varsovie, c'est le régiment de Kalouga (empereur d'Allemagne, roi de Prusse) qui fournira la garde d'honneur au Palais d'Hiver, ce sera le régiment des gardes Prébrajensky.

« Les troupes formeront la haie sur la route que suivra S. M. l'empereur d'Allemagne, depuis la gare du chemin de fer de Varsovie jusqu'au Palais d'Hiver. Les officiers disponibles des détachements formant la haie seront postés au flanc droit de leurs détachements respectifs; 21 coups de canons seront tirés de la forteresse St-Pierre et St-Paul.

(Invalide Russe.)

« On lit dans l'Invalide russe du 8 avril : « Les incursions incessantes des Turcomans sur la rive droite de l'Atrek, et les déprédations dont victimes les nomades soumis à notre autorité, ont forcé le colonel Markozov, commandant du détachement établi près de Tchikschikar, de donner aux brigades de la rive gauche de l'Atrek une assez forte leçon pour leur ôter tout en vue d'envahir de nouveau notre territoire.

« En outre, l'arrivée d'agents du Khiva, sur la rive droite de l'Atrek, déterminant l'agitation de la tribu nomade de la tribu turcomane des Iomouds, s'est brisée vers le Khiva dans le but de prendre part sur l'invitation du khan, à la lutte contre les troupes russes.

« Il était urgent d'enrayer autant que possible ce mouvement, qui pouvait compliquer la marche déjà assez difficile de nos détachements. « Le 28 février de grand matin, le colonel Markozov qui avait divisé son détachement en deux colonnes traversa l'Atrek pour chasser les Turcomans nomades établis entre cette rivière et le Gurguène. La colonne gauche devait surveiller le pays entre les sources de l'Atrek et du Gurguène, dans le but de barrer le chemin dans cette direction aux hordes turcomanes. Arrivées aux bords de la rivière Gurguène, la colonne droite et la colonne du centre rencontrèrent un grand rassemblement de cavalerie turcomane, dont une partie attaqua les transports qui suivaient notre détachement, tandis que l'autre se jetait sur la seconde colonne. Accueillis à coups de canon et de fusils, les Turcomans se débattaient et prirent la fuite en traversant le Gurguène.

« Pendant la nuit, ils continuèrent à tirer sur notre camp, sans obtenir aucun résultat. Lorsque, au point du jour, nos troupes se remirent à pousser en avant, les brigades disparurent de l'autre côté du Gurguène.

« Une partie de la colonne de droite, dirigée du côté de l'embouchure du Gurguène, poursuivant un des aînés turcomans les plus audacieux au brigandage, traversa cette dernière rivière à gué, et arriva jusqu'à l'aîné de Kiarim-Khan, personnage très-influent parmi les Iomouds et les Atabaf, et qui se trouve au service de la Perse. Kiarim-Khan se proposa pour guider notre détachement dans sa marche de retour jusqu'à un fort persan d'Akh-Kala, sur la rive droite de la rivière Gurguène.

« Arrivé à la hauteur du fort, le commandant de notre détachement demanda aux autorités persanes la permission de repasser le Gurguène en traversant le pont du fort, et cela par la considération que de chasser les Turcomans, tout aussi hostiles aux Persans qu'à nous. Notre détachement reçut l'accueil le plus cordial de la part des Persans, qui montrèrent non-seulement de la sympathie aux troupes russes, mais encore de la reconnaissance pour le châtiment qu'elles avaient infligé aux brigands turcomans, dont les incursions inquiétaient sans cesse la garnison persane du fort.

« Après avoir entièrement nettoyé des nomades hostiles tout l'espace compris entre l'Atrek et le Gurguène, nos colonnes avaient repassé l'Atrek avant le 6 mars, sans avoir perdu un seul homme.

« Cette reconnaissance, qui, à l'occasion des pertes assez sensibles aux bandes turcomanes, donnera, on peut s'y attendre, quelque sécurité pendant un certain temps à la zone de l'Atrek, ce qui est tout à fait urgent en vue de la marche du détachement de Krasnovodsk vers les confins du Khiva.

« D'après les dernières nouvelles, cette marche avait déjà commencé dans la dernière moitié du mois de mars.

Allemagne.

C'est, aujourd'hui, 21 avril, que le Parlement de l'Empire reprend ses séances. La première

question à son ordre du jour sera la seconde délibération sur le projet de réforme monétaire. On s'attend, dit la National-Zeitung, au dépôt d'une motion demandant l'émission immédiate de banknotes en mars, à un minimum déterminé par la loi.

« On lit dans la Kreuz-Zeitung du 19 avril : « La nomination du général baron de Mantouffel au poste d'ambassadeur d'Allemagne à Paris, en remplacement de M. le comte d'Armin, — qui irait à Londres, — acquiert, à ce que nous apprenons, une plus grande probabilité.

« Le même journal croit savoir qu'il y a eu des interpellations que les ultramontains projettent d'adresser au chancelier de l'Empire, relativement à l'expulsion de M. Rapp, vicaire général de l'évêque de Strasbourg, — le même général demandera aussi la mise en vigueur immédiate de la Constitution de l'Empire dans l'Alsace-Lorraine.

« M. de Richthofen, ministre d'Allemagne à Stockholm, est arrivé ces jours-ci à Berlin. Ce diplomate, qui se retire dans la vie privée, sera probablement remplacé par un des ministres de Prusse pris des cours de l'Allemagne du Sud.

« La commission nommée par le conseil fédéral pour examiner le projet de code de procédure pénale, a ouvert ses séances le 17 avril, sous la présidence de M. Friedberg, que le chancelier de l'Empire avait délégué à cet effet.

« La Norddeutsche Zeitung fait de la question de l'uniforme de l'armée bavaroise l'objet d'un premier-Berlin. Elle se félicite de ce que cette affaire ait été réglée dans le sens de l'unité, malgré certaines petites différences de forme qui disparaissent dans la masse. « Après avoir exalté la loyauté à toute épreuve du roi Louis II, et son dévouement aux intérêts de la patrie commune, l'opinion que la nation appréciera toujours avec autant plus de gratitude que, après la couronne de Prusse, c'est la couronne de Bavière qui a consenti en faveur de l'Allemagne aux plus grands sacrifices.

« La feuille berlinoise fait ressortir que dans le développement de l'idée de l'unité allemande on n'a jamais attaché une grande importance à la forme; que l'unité intrinsèque de l'armée s'est accomplie aux jours de suprême danger, et que le dernier reste de petites différences de forme écarterait aussi aux nécessités pratiques, tout comme l'édifice entier de l'unité allemande n'a point eu pour fondement la théorie, mais bien le besoin pratique et l'expérience.

« Une nouvelle conférence des évêques allemands aura lieu à Fulda, à la fin d'avril ou au commencement de mai.

« Le Deutsche Merkur, organe des vieux catholiques allemands, conteste l'exactitude du fait que les vieux-catholiques songeraient dès à présent à élire un évêque. Au premier congrès de Bonn, dit-il, on examinera seulement les conditions préalables d'organisation ecclésiastique pouvant servir de base à l'élection d'un évêque, de sorte que jusqu'à l'élection elle-même il y a encore bien du chemin. Le Merkur fait ressortir en outre que les vieux catholiques n'entendent nullement rompre à jamais avec les infallibilités, et que, s'ils font des efforts pour se rapprocher de l'Eglise anglicane et de l'Eglise d'Orient, ce n'est point pour mécompter, mais la succession apostolique du pape et des évêques qui exercent des fonctions épiscopales à Rome, Munich, Rottenburg, etc.

« Le deuxième congrès ordinaire des députés des corporations de métier a siégé à Berlin le 17 et 18 avril. Il y avait 25 députés, représentant 278 associations, qui comprennent 20 225 membres. Le congrès a voté des résolutions portant qu'aux prochaines élections, tant aux Diètes, des divers Etats qu'au Parlement de l'Empire, les corporations auront leurs candidats spéciaux, chargés de représenter directement la classe ouvrière dans les assemblées législatives; que tout compromis avec un parti hostile aux corporations serait pénible, et enfin, — chose assez contradictoire, du reste, — que les corporations de métier n'ont aucun caractère politique.

« Les deux grandes parades de printemps de la garde prussienne, qui étaient fixées au 18 et au 24 avril, sont remplies par une parade unique, qui doit avoir lieu demain, 22, en présence de S. M. l'empereur Guillaume.

« Au dire de la National-Zeitung, la garde prussienne sera prochainement armée du nouveau fusil Mauser.

« La Chambre des députés ayant reçu de nombreuses pétitions demandant que les élèves des écoles réelles de 1^{re} classe soient mis sur le même pied que ceux des gymnases quant à leur entrée à l'université et à leur admission aux emplois administratifs, — la commission des pétitions a décidé, par 5 voix contre 4, de renvoyer ces requêtes au gouvernement, à titre de matériaux à consulter lors de l'élaboration du projet de loi sur la réforme scolaire.

(Norddeutsche Zeitung.)

« On lit dans la Norddeutsche Zeitung du 19 avril : « La détention n'étant, d'après les stipulations du code pénal, qu'un accessoire de la peine de réclusion, et les peines corporelles ayant été abolies pour les condamnés à la réclusion et à l'emprisonnement, tant dans le ressort du ministère de l'intérieur que dans celui du ministère de la justice, — il s'ensuit que les détenus des maisons de correction, qui subissent la détention correctionnelle uniquement à titre de pénalité accessoire, ne peuvent pas non plus être soumis aux peines corporelles. En conséquence, par décret du 12 de ce mois, le ministre de l'intérieur a donné à ce principe une application générale, et enjoint aux autorités provinciales de veiller à ce que la peine de la bastonnade (Prügelstrafe) ne soit désormais plus appliquée dans les maisons de correction ou son emploi avait subsisté jusqu'à présent.

— M. Böckler dément par la voie des jour-

naux la nouvelle que sa petite fille aurait été retrouvée, à l'état de cadavre, ensevelie sous un tas de foin.

« Les informations relatives à Anna Böckler devenant de plus en plus légendaires, nous nous abstenons désormais de les mentionner, jusqu'à ce qu'elles aient pris un caractère plus authentique.

« Les journaux prussiens annoncent le décès de M. Charles Eisner de Gronow, ancien conseiller à la cour de cassation.

« Les deux dépêches suivantes donnent de nouveaux détails sur les désordres (Bierkrawall) de Mannheim :

« Mannheim, 17 avril. — Pendant les désordres de la nuit dernière, la troupe n'est intervenue qu'après la démolition de trois grandes brasseries, et lorsque les efforts de la police contre les émeutiers en train d'en démolir une quatrième eurent été reconnus infructueux.

« Des mesures sont prises pour prévenir de nouvelles troubles. Une assemblée populaire projetée a été interdite par la police.

« Mannheim, 18 avril. — La journée d'hier s'est passée sans que l'ordre ait été troublé. Une foule immense encombraient les rues, mais de fortes patrouilles ont réussi partout à maintenir l'ordre. Du reste, un grand incendie qui a éclaté tout à coup est venu détourner l'attention du public. On ne redoute pas le renouvellement des désordres, les brasseries ayant renoncé à l'élévation du prix de la bière qui avait provoqué l'émeute.

« Nous sommes à même, dit l'Augsburger Zeitung, de reproduire dans sa teneur exacte le télégramme que S. M. le roi Louis II avait adressé le 1^{er} avril au prince de Bismarck, à l'occasion de son anniversaire de naissance, — télégramme dont les journaux allemands ont publié des versions plus ou moins apocryphes. Il était conçu comme suit :

« Je prends une part cordiale à l'allégresse de votre anniversaire de naissance, et je vous envoie mes meilleures félicitations et mes vœux pour votre prospérité. Puisse ce jour, à l'occasion duquel vous pouvez avec une éclatante satisfaction porter vos regards en arrière sur une existence remplie par l'activité d'homme d'Etat la plus fructueuse, revenir encore bien des fois !

« LOUIS. »

Autriche-Hongrie.

L'article suivant, intitulé : La situation, vient d'être publié par la Correspondance hongroise, le 16 avril :

« Le parti des centralistes autrichiens est étroitement lié avec le monde financier de Vienne. Ils se soucient tous les deux moins des garanties à créer pour sauvegarder l'existence de la monarchie austro-hongroise, que de faire de bonnes affaires. Ils regardent la Hongrie comme une colonie, d'où ils cherchent à tirer le plus grand avantage possible. Pendant vingt années ils se rallient à un parti militaire, qui devait veiller à ce que la proie ne leur échappât point. L'année 1866 a brisé la force militaire de l'Empire; alors, ne pouvant opprimer dorénavant la Hongrie par la force, les centralistes ont passé un accord avec la Hongrie, espérant par ce moyen sauver leur influence sur le développement matériel du pays. La Hongrie avait assez de modération pour concéder des avantages matériels au prix du rétablissement de sa constitution; il fallait avant tout gagner du temps pour raviver les forces déprimées du peuple hongrois.

« Aujourd'hui le parti centraliste fait mine de se tourner de nouveau contre la Hongrie; deux motifs semblent l'y engager. D'abord il se sent assez fortifié par la nouvelle loi électorale pour vaincre la résistance des fédéralistes et des nationalités slaves. Ensuite il sait que les traités financiers et commerciaux conclus avec la Hongrie (expirant en 1877) ne seront en grande partie pas renouvelés. Tous les partis en Hongrie se réunissent pour émanciper le pays de la pression des financiers autrichiens. Le commerce hongrois échappé à la tutelle des Vénitiens, se serait une calamité pour le parti centraliste viennois, qu'il voudrait empêcher à tout prix. Les feuilles viennoises, presque toutes entre les mains des banquiers autrichiens, attaquent la personne du comte Andrássy, les décisions de la Délégation hongroise, et même le parti national hongrois, l'accusant de connivence avec la gauche pour rompre le pacte de 1867, dans le but de le remplacer par l'union personnelle, ce qui veut dire : l'entière indépendance de la Hongrie, n'ayant de commun avec l'Autriche que la personne du souverain.

« Ces attaques ont en jusqu'ici le bon résultat que la gauche s'est rapprochée du parti de la majorité, et les organes de l'opposition hongroise ont offert leur concours au gouvernement s'il veut assurer l'indépendance financière du pays.

« L'attitude passionnée des Vénitiens aura un effet contraire à celui qu'en attendaient les centralistes et leurs amis, les banquiers de Vienne. L'opinion publique en Hongrie est vivement froissée par le procédé des journaux autrichiens, et aucun gouvernement parlementaire en Hongrie ne pourrait se maintenir s'il voulait encore hésiter à marcher dans la voie qui doit conduire à la complète indépendance financière.

« Les centralistes autrichiens essayent de ressaisir leur influence sur le commerce hongrois par leur échappatoire, tandis que le parti militaire autrichien hésite à effectuer le système militaire des divisions territoriales, craignant que si les régiments hongrois étaient transportés en Hongrie ils se laisseraient gagner par l'esprit national. La réaction militaire a même tenté de se glisser dans le corps des milices hongroises, en plaçant à côté du commandant, en chef un Adlatus qui voulait soustraire l'organisation des milices à l'influence du parlement et à la direction du ministère. Heureusement la perspicacité du ministre M. Stenka, a bientôt reconnu qu'il avait affaire à un « faux

frère », et il trouva le moyen de s'en débarrasser.

« Les résultats obtenus jusqu'ici par les intrigues des centralistes sont presque salutaires pour le développement de la Hongrie. Tous les partis avouent que ces intrigues sont bien faites pour entretenir les sentiments de cordialité qu'il serait si important de rétablir entre les divers partis du pays et les diverses nationalités. Les Hongrois vont resserrer étroitement les liens de l'unité nationale, et ils espèrent conserver le pouvoir qu'ils ont repris par le pacte de 1867. Suivant que ce point sera résolu, les destinées de la monarchie austro-hongroise seront différentes.

« La Hongrie, exerçant sa légitime influence sur la direction du pouvoir exécutif de l'Empire, c'est l'ordre, la liberté, la paix. La Hongrie asservie, c'est la révolution avec toutes ses conséquences. (L'article porte la signature du comte Bethlen, le rédacteur en chef de la Correspondance hongroise.)

« La Wiener Zeitung du 19 avril publie un rescrit impérial au prince d'Auersperg, président du ministère autrichien, remerciant tous les peuples de l'Autriche et toutes les classes de la population pour les témoignages d'affection et de dévouement donnés à la famille impériale à l'occasion du mariage de l'archiduchesse Gisèle.

« Le 18 S. A. I. l'archiduchesse a renoncé solennellement, en présence de l'empereur et de hauts dignitaires délégués à cet effet, à tous droits de succession éventuels au trône d'Autriche-Hongrie.

« La Wiener Zeitung du 18 avril publie une série de distinctions conférées par l'empereur à l'occasion du mariage de l'archiduchesse Gisèle. Ainsi la grand-croix de Léopold a été conférée au président du conseil prince Adolphe Auersperg; la grand-croix de l'Ordre de Saint-Etienne au Président de la cour de cassation, M. de Schmerling; l'Ordre de la Couronne de fer de 1^{re} classe au ministre des cultes et de l'instruction publique, M. de Streymayr, et au ministre des finances, baron de Pretis.

« Le bruit court de nouveau, dit la Correspondance générale, qu'il faut s'attendre à la nomination officielle d'un ministre « pour » la Galicie, nomination qui aura lieu, assurément, immédiatement après la clôture de la session du Reichsrath.

« Jusqu'à présent, deux partis travaillent avec la plus grande énergie à l'agitation électorale à Vienne : le parti des députés de la dernière session et le parti démocratique. Les associations démocratiques de la capitale se sont réunies, ont pris le nom de Société démocratique, et ont formé un comité qui s'est constitué le 17 avril sous le nom de Comité électoral central de Vienne du parti démocratique. Ce comité compte s'organiser en « comité électoral allemand libéral » pour toute la monarchie.

« Le 29 courant, les chefs de parti ruthènes se réuniront à Léopol, pour élire un comité chargé de diriger l'agitation électorale, aux prochaines élections directes pour le Reichsrath. Ils s'occuperont, en outre, d'organiser des meetings d'électeurs dans les districts ruraux.

« Le parti de l'opposition ne reste pas non plus inactif. A Prague, la société catholique, suivant l'exemple du parti national, a établi un comité central, qui devra attaquer le parti libéral, notamment dans les circonscriptions allemandes.

« C'est le 16 avril que la rente italienne a été cotée pour la première fois à la Bourse de Vienne, par suite d'un arrêté du ministère des finances, en date du 12 avril.

« Le gouvernement italien avait demandé l'admission de ses papiers, en déclarant qu'il usait de réciprocité soit pour les papiers autrichiens soit pour les papiers du timbre.

« On mande de Vienne-Neustadt, 17 avril : « Des querelles qui ont éclaté parmi les forgerons ont amené la garnison à intervenir et à occuper de nouveau la fabrique. Les principaux meneurs, au nombre de 20, ont été arrêtés. L'ordre est rétabli. »

« Nécrologie. — Le 15 avril on a eu lieu les funérailles de M^{re} Eugène Hackmann, archevêque et métropolitain de Czernewitz, mort à Vienne le 13 de ce mois. On sait que M^{re} Hackmann avait été nommé il y a peu de temps à ces fonctions.

« M. J. A. Langlois, député de Paris, vient d'adresser la lettre suivante à la République française :

« Citoyens rédacteurs, « Quoique j'appartienne depuis plus longtemps que vous au parti républicain, je me garderais bien de vous imiter. Je ne suis ni pape ni cardinal, je n'excommunie personne.

« Après vous avoir rappelé le mot de Théomisto à Eurypside : Frappe, mais écoute; je me contenterai de vous dire :

« Prenez l'Assemblée telle qu'elle est, avec sa droite monarchique, sa gauche républicaine et son centre irrésolu;

« Prenez M. Thiers tel qu'il est, avec son caractère que ni vous ni moi ne réussirons à changer;

« Supposez M. Thiers disposé à défendre contre la droite l'intégrité du suffrage universel, mais sachant fort bien qu'il ne peut rien si le centre lui manque;

« Supposez-le, d'abord s'appuyant sur l'élection de M. de Rémusat, ensuite sur celle de M. Barodet;

« Dans quel cas, je vous le demande, M. Thiers aura-t-il la plus grande force pour lutter, pour vaincre, pour entraîner les irrésolus du centre ?

(1) Nous avons annoncé la démission du baron Piret, dont il est question dans le passage ci-dessus; aujourd'hui les feuilles hongroises nous apprennent que le feldmaréchal-lieutenant de Nagy (un Hongrois) a été appelé à lui succéder comme adjoint de l'archiduc Joseph.

(Rédaction du Journal de St-Petersbourg.)

« Pour moi, la réponse n'est pas douteuse. « Quiconque connaît M. Thiers répondra comme moi : c'est, appuyé sur l'élection de M. de Rémusat, que M. Thiers se sentira le plus de force; qu'il aura le plus de puissance pour entraîner le centre; qu'ayant l'espoir de vaincre, il lèvera avec le plus d'énergie; qu'il luttera et qu'il vaincra.

« Voilà pourquoi, citoyens rédacteurs, je n'hésite pas à dire aux 80,000 électeurs

« M. le général de Mantouffel a pris le premier la parole dans les termes suivants :
« Si je savais le français, je serais un discoureur ; ne sachant pas, je prononce seulement le nom du grand citoyen dont je veux porter la santé ; mais son nom seul en dit plus que ne pourrait le faire un long discours ».

« Je bois à la santé de M. Thiers. »
« M. de Saint-Vallier a répondu :
« Je remercie M. le général de Mantouffel de l'intention dans laquelle il nous a réunis, et du toast qu'il vient de porter à notre illustre président ; je le remercie au nom de M. Thiers, et en notre nom à tous, des paroles de bon vouloir et de confiance que vous priez de nous adresser, et de la confiance que vous nous avez accordée, et du général en chef, qui, depuis deux années, a bien voulu exercer son commandement, et a converti en une mission d'apaisement, et de conciliation la tâche difficile pour lui, pénible pour nous, qu'il avait à remplir. Portons la santé du général de Mantouffel, et gardons le souvenir des nobles qualités qu'il a déployées dans tous ses actes : la justice, la modération, l'impartialité. »

« M. Jousserandot, préfet de la Marne, a exprimé, au nom des députés de ce département, les sentiments de gratitude que les populations portent à M. de Mantouffel pour sa modération pendant deux années d'une crise douloureuse. »
« Après M. Jousserandot, M. Bernard, maire de Nancy, et M. Douai, préfet de Meurthe-et-Moselle, ont pris la parole dans le même sens, et ils ont joint aux remerciements pour M. le général de Mantouffel des vœux pour la paix, et contribué puissamment à rendre moins douloureuses les suites de la guerre pour les départements occupés. »

« La lettre suivante a été adressée par M. le ministre de Grèce à M. Saint-Marc Girardin :
« Paris, le 13 avril 1878. »

« Madame,
« Le coup affreux qui vous a frappée d'une manière si soudaine retentit partout où il y a des hommes ayant le culte des talents, de la vertu et de la haute intelligence. Nulle part il ne produira une plus douloureuse impression que sur la Grèce, que l'homme de bien et l'homme d'Etat qui vient de rendre son âme à Dieu a su s'attacher par les liens les plus puissants de la reconnaissance. De sa noble parole il a toujours défendu un pays dont il approuvait les efforts, et dans l'antiquité duquel il trouvait de grands modèles à imiter. »

« Au milieu de votre douleur, puissiez-vous, madame, puiser quelque consolation dans la pensée que vos larmes sont partagées par toute une nation chez laquelle la mémoire du grand défunt restera impérissable. »
« C'est le cœur accablé de tristesse que je me rends l'interprète des sentiments d'affection, de vénération et de reconnaissance de mes concitoyens ; et je vous prie, madame, de bien vouloir lui aussi agréer mes vœux de condoléance, ainsi que l'expression du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, »

« Votre très-humble et très-obéissant serviteur,
« A. R. RANGAR,
« Ministre de Grèce. »
« Le Times publie une dépêche de Paris du 15, disant que les représentants anglais, français, belges et hollandais de raffineries de

sucres, se réuniront à Paris pour s'entendre sur les questions relatives aux produits des sucres bruts. »

On espère obtenir un résultat satisfaisant. — A l'audience du 15 avril, dans l'affaire des grands chefs arabes (3^e série), M. Fau, avocat général, après quelques conclusions générales, a développé les charges qui pèsent sur chaque accusé ; il demande les circonstances atténuantes en faveur de plusieurs d'entre eux, notamment Ali-Chérif.

M. Thibaut, du barreau de Grenoble, défend le cheik-Aziz ; il expose les fautes politiques de l'empire, qui, au lieu d'amoindrir la féodalité qu'il fallait détruire, agrandissait son influence. M. Thibaut dit que l'ordre religieux des Khonans, loin d'être le fauteur de l'insurrection, a toujours recommandé à ses adeptes de rester fidèles à la France ; il ajoute que le commandant supérieur de Bougie est le véritable auteur de l'insurrection de la Kabylie, et que la responsabilité doit lui en être attribuée.

Le lendemain M. Thibaut, défenseur du cheik Aziz, a repris sa plaidoirie, qui a été qu'un long réquisitoire contre Ali-Chérif et le commandant supérieur. M. Laurier prendra la parole ce soir, si le défenseur d'Aziz a terminé.

« Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants, à la date du 17 avril. »

Augmentation : Sur l'encaisse, 1,000,000 de francs ; sur la circulation des billets, 5,750,000 francs. — Diminution : Sur le portefeuille, 27,750,000 francs ; sur les avances (lingots), 330,000 francs ; sur le compte du trésor, 5,100,000 francs ; sur les comptes-courants, 22,500,000 francs.

« Nécrologie. — M. de Rochefort-Lucay est mort le 15, à Versailles, dans le couvent des Dames-Augustines, qu'elle n'avait pas quitté depuis son mariage. »

« Autre décès : celui de M. Albert Glatigny, poète qui a succombé, à Sévres, à une maladie de consommation. »

« M. Fulgence Gérard, auteur de tant de romans maritimes, est mort le 15 avril dans un état voisin de la misère. Il était âgé de soixante-trois ans. Fulgence Gérard a été pendant un certain temps le collaborateur d'Eugène Sue. »

« Grande-Bretagne. »

On écrit de Londres, 15 avril, au Nord : « Il est toujours fort douteux que la mission de sir Bartle Frère parvienne à changer par des moyens pacifiques les conditions de travail sur la côte orientale de l'Afrique. Les raisons que le sultan de Zanzibar oppose à la propagande abolitionniste de l'Angleterre sont à la fois économiques et religieuses, et il n'est pas impossible que d'autres influences extérieures contribuent encore à la rendre inaccessible aux arguments de l'envoyé anglais. Il paraît toutefois, d'après le rapport de sir Bartle Frère, que les conditions naturelles de Zanzibar ne font rien qui empêche le travail libre, et que les noirs affranchis y arrivent à des résultats très-satisfaisants comme cultivateurs. Sir Bartle Frère a visité une plantation dirigée par un anglais, le capitaine Fraser, et cultivée exclusivement par des noirs libérés. Cet établissement se trouve dans un état de prospérité remarquable, et le sultan de Zanzibar a lui-même reconnu que la culture des noirs affranchis était supérieure à celle des Arabes. Cette

considération devrait logiquement l'amener à prendre l'initiative de la suppression de la traite, mais il est peu probable que les propriétaires et les commerçants indigènes lui permettent d'adopter la politique recommandée par sir Bartle Frère. »

« La Times se montre assez incertaine sur les conséquences de l'échec éventuel de sir Bartle Frère. Il prévoit que les propriétaires esclaves seront appelés aux sessions religieuses, si puissantes dans le milieu oriental où la question de l'abolition est actuellement débattue. Dans ce cas, faudra-t-il imposer au sultan par la force la réforme que l'Angleterre regarde comme nécessaire, et mettre Zanzibar en état de blocus ? Une pareille mesure provoquerait une irritation d'autant plus grande que les Anglais ne sont pas dans des pays où les indigènes ont gardé le souvenir de la domination exercée par les équipages des bâtiments britanniques chargés de supprimer la traite. En Europe, dit la Times, nous n'apercevons que l'un des côtés de la question, mais il est douteux que le gouvernement de l'Inde envisage de la même façon. »

« Sir Bartle Frère, qui est un Anglo-Indien très-compétent en matière administrative, affirme que l'abolition de l'esclavage à Zanzibar et dans les îles voisines s'accomplirait plus facilement qu'elle ne s'est accomplie dans plusieurs parties de l'Inde. Mais il ne faut pas oublier que dans l'Inde l'Angleterre était toute-puissante, tandis qu'à Zanzibar nous n'avons aucune autorité. Il faut compter avec les préjugés de la race arabe. Le fanatisme dans l'Inde, a-t-il vaincu. Si! Mais comment exercer une pression efficace sur une population indépendante ? Si nous avons réussi à supprimer la traite sur la côte occidentale de l'Afrique, ce résultat est dû plutôt au progrès politique et social qu'à l'action de notre marine. Les gouvernements civilisés ont cessé de favoriser l'exploitation des noirs par leurs propres chefs qui les amenaient à la côte pour être vendus. Aujourd'hui, nous nous trouvons en face d'un souverain indépendant qui répond à nos instances que les lois et les usages de son peuple lui défendent d'entrer dans la voie que nous lui indiquons. Cette réponse, sincère ou non, est un obstacle formidable. Si le sultan persiste dans cette attitude, il faudra, ou abandonner la question, ou bien la résoudre par la force au prix de grands sacrifices. »

« Le journal de la Cité n'ose pas conclure, mais il est évident que la perspective d'une guerre pleine d'incidents imprévus sur la côte orientale de l'Afrique ne lui paraît pas très-rassurante. De tous les cas, l'attention que la presse anglaise suit le progrès de la mission de sir Bartle Frère prouve qu'il s'agit pour la Grande-Bretagne d'une affaire réellement importante, non-seulement sous le rapport humanitaire, mais encore et surtout au point de vue des complications qui pourraient résulter de l'immixtion du gouvernement anglais dans les affaires de l'Afrique orientale. »

« D'après le Times, le bruit ne se confirme pas que sir Samuel Baker, lady Baker et les personnes attachées à l'expédition, aient été massacrés par des tribus sauvages. »

« Le procès Tichborne est fixé au 23 avril prochain. L'acte d'accusation porte sur titre : la Reine contre Castro, alias Orion, alias Tichborne, baronnet. On sait que l'affaire est dévolue à la juridiction des juges réunis, siégeant

au tribunal du Banc de la Reine. Le prévenu est accusé de trois crimes, dont deux seront jugés par des jurys spéciaux. Le ministère public sera représenté par cinq légistes de la Couronne. »

« Le prétendant Tichborne a obtenu du tribunal du Banc de la Reine, l'autorisation de poursuivre en justice l'auteur d'une récente brochure publiée sous le titre de *Roman Tichborne*, et dont le but paraît être de nuire à la cause du prétendant. »

« Le lord-chef justice a expliqué, à cette occasion, que la jurisprudence anglaise considère comme « contumace » (manque de respect à la justice) toute publication contenant des observations de nature à présenter défavorablement devant l'opinion publique la cause d'un accusé qui doit comparaître prochainement devant un tribunal. »

« Le lord-chef justice a repoussé une seconde demande du prétendant tendant à plaider une nouvelle affaire d'urgence, afin de la plaider avant le procès principal, fixé au 23 avril. »

« Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 17 avril. »

Diminution : Sur la réserve totale (billets et numéraire), 435,694 liv. st. ; sur les billets en circulation, 30,155 liv. st. ; sur les effets escomptés, 910,949 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 818,543 liv. st. ; sur le compte du trésor, 469,121 liv. st. ; sur les billets en réserve, 428,285 liv. st.

« Il y a aujourd'hui 15 jours, dit l'Italie du 14 avril, que le saint-père garde le lit. L'amélioration n'est à vrai dire que relative. Sa constitution s'est affaiblie depuis qu'il reste couché, et il n'a craint que les humeurs ne se mettent en mouvement. Les douleurs rhumatismales dont il souffre habituellement se sont manifestées aux jambes et aux pieds, ce qui a fait redouter hier aux médecins une complication. »

« Dans les moments de tranquillité, le pape est de bonne humeur ; il parle avec les personnes qui le visitent. Il communique tous les jours. On lui a conseillé de se lever un peu, afin de ne pas trop s'affaiblir ; mais il était tellement abattu qu'il a dû se recoucher. »

« On est très-préoccupé au Vatican, non pour la maladie en elle-même, mais pour l'âge avancé du saint-père. »

« On lit dans la *Runfalla* du 15 avril : »

« Tout annonce que les cardinaux se préparent à l'éventualité d'un nouveau conclave. Samedi plusieurs secrétaires de cardinaux recherchaient partout le recueil des bulles imprimées à la typographie de Sa Sainteté pour l'élection des pontifes. Le cardinal de Angelis, camérier de la Sainte-Eglise, a peine arrivé à Rome, a fait appeler les artistes qui, en vertu d'anciennes concessions, dans leur famille, le privilège de travailler aux localités du conclave, ont à organiser environ un certain nombre de chambres à coucher unies deux à deux, l'une destinée au cardinal et l'autre pour le secrétaire et le camérier, et la salle nécessaire pour les congrégations et pour les scrutins. Il ne paraît pas que le cardinal de Angelis ait fait connaître le lieu choisi pour le conclave. Il a seulement donné l'ordre de préparer le matériel nécessaire suivant les mesures que l'on fera connaître. La circonstance de la construction des salles fait croire que, dans les éventua-

lités du conclave, celui-ci ne sera tenu dans aucun des palais apostoliques où ces salles existent déjà. »

« La réunion des arbitres chargés de régler le différend tunisien devait avoir lieu à Florence le 18 avril. »

« On assure que les arbitres tunisiens déclarent n'accepter aucune conciliation avec la partie réclamant l'indemnité, et qu'ils expriment le désir que les arbitres se transportent sur les lieux pour calculer l'étendue des dommages. »

« Le projet de convention maintenant l'entrée en franchise en Suisse de 10,000 hectolitres de vin de la zone savoisienne, une clause stipule la franchise pour les matières de tannerie et les facilités de transit. La France promet de construire la ligne de Thonon à Annemasse et Anancy. La Suisse promet d'établir la ligne d'Annemasse à Genève, avec raccordement à Genève, et maintenant. Il n'est pas question du tracé d'Annemasse à Collonges. »

« Le projet de convention maintenant l'entrée en franchise en Suisse de 10,000 hectolitres de vin de la zone savoisienne, une clause stipule la franchise pour les matières de tannerie et les facilités de transit. La France promet de construire la ligne de Thonon à Annemasse et Anancy. La Suisse promet d'établir la ligne d'Annemasse à Genève, avec raccordement à Genève, et maintenant. Il n'est pas question du tracé d'Annemasse à Collonges. »

« M. Lachat a quitté Soleure le 17 avril pour se rendre à Lucerne, où les autorités ne lui ont permis d'établir son domicile qu'à la condition qu'il n'entreprendrait aucune relation officielle avec les cinq Etats diocésains dont il était naguère l'évêque. »

« Les catholiques libéraux des cantons de Bâle (Ville et Campagne), Soleure, Berne et Argovie, ont dû tenir hier, à Aarheim (Bâle-Campagne) une assemblée dans le but de s'entendre sur les moyens de combattre en commun les empiétements de la curie romaine. »

« Espagne. »

« Une dépêche de source carliste, datée des frontières des Pyrénées, 16 avril, annonce que le général Jorregaray, à la tête de quelques milliers d'hommes, s'est emparé, après un rude assaut, d'Onate, ville qui a été pendant assez longtemps la capitale basque du roi Charles V. »

« D'après ce que l'on écrit de Vinaroz au *Diario*, de Barcelone, du 14 courant, il paraît certain que le fils de Cucula a été tué dans l'affaire de Villa-Campa, et que le père lui-même, cabecilla de la bande, aurait été gravement blessé, et serait mort depuis des suites de la blessure reçue dans la même affaire. »

« Selon des lettres de Navarre, les carlistes se monteraient fort mécontents du cabecilla Dorregaray, qui élude, disent-ils, toute rencontre formelle avec les troupes. Dans quelques-unes des bandes de cette province, il y aurait eu en outre des actes d'insubordination de commis, les insurgés se plaignant de l'égroté de leur pays, qui n'est que d'un réel jour. Les carlistes habitant Madrid redoutent qu'à la suite d'une rencontre malheureuse un grand nombre de carlistes ne se retirent dans leurs foyers. »

« Amérique. »

« Le budget des Etats-Unis »

« M. le général de Mantouffel a pris le premier la parole dans les termes suivants :
« Si je savais le français, je serais un discoureur ; ne sachant pas, je prononce seulement le nom du grand citoyen dont je veux porter la santé ; mais son nom seul en dit plus que ne pourrait le faire un long discours ».

« Je bois à la santé de M. Thiers. »
« M. de Saint-Vallier a répondu :
« Je remercie M. le général de Mantouffel de l'intention dans laquelle il nous a réunis, et du toast qu'il vient de porter à notre illustre président ; je le remercie au nom de M. Thiers, et en notre nom à tous, des paroles de bon vouloir et de confiance que vous priez de nous adresser, et de la confiance que vous nous avez accordée, et du général en chef, qui, depuis deux années, a bien voulu exercer son commandement, et a converti en une mission d'apaisement, et de conciliation la tâche difficile pour lui, pénible pour nous, qu'il avait à remplir. Portons la santé du général de Mantouffel, et gardons le souvenir des nobles qualités qu'il a déployées dans tous ses actes : la justice, la modération, l'impartialité. »

« M. Jousserandot, préfet de la Marne, a exprimé, au nom des députés de ce département, les sentiments de gratitude que les populations portent à M. de Mantouffel pour sa modération pendant deux années d'une crise douloureuse. »
« Après M. Jousserandot, M. Bernard, maire de Nancy, et M. Douai, préfet de Meurthe-et-Moselle, ont pris la parole dans le même sens, et ils ont joint aux remerciements pour M. le général de Mantouffel des vœux pour la paix, et contribué puissamment à rendre moins douloureuses les suites de la guerre pour les départements occupés. »

« La lettre suivante a été adressée par M. le ministre de Grèce à M. Saint-Marc Girardin :
« Paris, le 13 avril 1878. »

« Madame,
« Le coup affreux qui vous a frappée d'une manière si soudaine retentit partout où il y a des hommes ayant le culte des talents, de la vertu et de la haute intelligence. Nulle part il ne produira une plus douloureuse impression que sur la Grèce, que l'homme de bien et l'homme d'Etat qui vient de rendre son âme à Dieu a su s'attacher par les liens les plus puissants de la reconnaissance. De sa noble parole il a toujours défendu un pays dont il approuvait les efforts, et dans l'antiquité duquel il trouvait de grands modèles à imiter. »

« Au milieu de votre douleur, puissiez-vous, madame, puiser quelque consolation dans la pensée que vos larmes sont partagées par toute une nation chez laquelle la mémoire du grand défunt restera impérissable. »
« C'est le cœur accablé de tristesse que je me rends l'interprète des sentiments d'affection, de vénération et de reconnaissance de mes concitoyens ; et je vous prie, madame, de bien vouloir lui aussi agréer mes vœux de condoléance, ainsi que l'expression du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, »

« Votre très-humble et très-obéissant serviteur,
« A. R. RANGAR,
« Ministre de Grèce. »
« Le Times publie une dépêche de Paris du 15, disant que les représentants anglais, français, belges et hollandais de raffineries de

sucres, se réuniront à Paris pour s'entendre sur les questions relatives aux produits des sucres bruts. »

On espère obtenir un résultat satisfaisant. — A l'audience du 15 avril, dans l'affaire des grands chefs arabes (3^e série), M. Fau, avocat général, après quelques conclusions générales, a développé les charges qui pèsent sur chaque accusé ; il demande les circonstances atténuantes en faveur de plusieurs d'entre eux, notamment Ali-Chérif.

M. Thibaut, du barreau de Grenoble, défend le cheik-Aziz ; il expose les fautes politiques de l'empire, qui, au lieu d'amoindrir la féodalité qu'il fallait détruire, agrandissait son influence. M. Thibaut dit que l'ordre religieux des Khonans, loin d'être le fauteur de l'insurrection, a toujours recommandé à ses adeptes de rester fidèles à la France ; il ajoute que le commandant supérieur de Bougie est le véritable auteur de l'insurrection de la Kabylie, et que la responsabilité doit lui en être attribuée.

Le lendemain M. Thibaut, défenseur du cheik Aziz, a repris sa plaidoirie, qui a été qu'un long réquisitoire contre Ali-Chérif et le commandant supérieur. M. Laurier prendra la parole ce soir, si le défenseur d'Aziz a terminé.

« Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants, à la date du 17 avril. »

Augmentation : Sur l'encaisse, 1,000,000 de francs ; sur la circulation des billets, 5,750,000 francs. — Diminution : Sur le portefeuille, 27,750,000 francs ; sur les avances (lingots), 330,000 francs ; sur le compte du trésor, 5,100,000 francs ; sur les comptes-courants, 22,500,000 francs.

« Nécrologie. — M. de Rochefort-Lucay est mort le 15, à Versailles, dans le couvent des Dames-Augustines, qu'elle n'avait pas quitté depuis son mariage. »

« Autre décès : celui de M. Albert Glatigny, poète qui a succombé, à Sévres, à une maladie de consommation. »

« M. Fulgence Gérard, auteur de tant de romans maritimes, est mort le 15 avril dans un état voisin de la misère. Il était âgé de soixante-trois ans. Fulgence Gérard a été pendant un certain temps le collaborateur d'Eugène Sue. »

« Grande-Bretagne. »

On écrit de Londres, 15 avril, au Nord : « Il est toujours fort douteux que la mission de sir Bartle Frère parvienne à changer par des moyens pacifiques les conditions de travail sur la côte orientale de l'Afrique. Les raisons que le sultan de Zanzibar oppose à la propagande abolitionniste de l'Angleterre sont à la fois économiques et religieuses, et il n'est pas impossible que d'autres influences extérieures contribuent encore à la rendre inaccessible aux arguments de l'envoyé anglais. Il paraît toutefois, d'après le rapport de sir Bartle Frère, que les conditions naturelles de Zanzibar ne font rien qui empêche le travail libre, et que les noirs affranchis y arrivent à des résultats très-satisfaisants comme cultivateurs. Sir Bartle Frère a visité une plantation dirigée par un anglais, le capitaine Fraser, et cultivée exclusivement par des noirs libérés. Cet établissement se trouve dans un état de prospérité remarquable, et le sultan de Zanzibar a lui-même reconnu que la culture des noirs affranchis était supérieure à celle des Arabes. Cette

considération devrait logiquement l'amener à prendre l'initiative de la suppression de la traite, mais il est peu probable que les propriétaires et les commerçants indigènes lui permettent d'adopter la politique recommandée par sir Bartle Frère. »

« La Times se montre assez incertaine sur les conséquences de l'échec éventuel de sir Bartle Frère. Il prévoit que les propriétaires esclaves seront appelés aux sessions religieuses, si puissantes dans le milieu oriental où la question de l'abolition est actuellement débattue. Dans ce cas, faudra-t-il imposer au sultan par la force la réforme que l'Angleterre regarde comme nécessaire, et mettre Zanzibar en état de blocus ? Une pareille mesure provoquerait une irritation d'autant plus grande que les Anglais ne sont pas dans des pays où les indigènes ont gardé le souvenir de la domination exercée par les équipages des bâtiments britanniques chargés de supprimer la traite. En Europe, dit la Times, nous n'apercevons que l'un des côtés de la question, mais il est douteux que le gouvernement de l'Inde envisage de la même façon. »

« Sir Bartle Frère, qui est un Anglo-Indien très-compétent en matière administrative, affirme que l'abolition de l'esclavage à Zanzibar et dans les îles voisines s'accomplirait plus facilement qu'elle ne s'est accomplie dans plusieurs parties de l'Inde. Mais il ne faut pas oublier que dans l'Inde l'Angleterre était toute-puissante, tandis qu'à Zanzibar nous n'avons aucune autorité. Il faut compter avec les préjugés de la race arabe. Le fanatisme dans l'Inde, a-t-il vaincu. Si! Mais comment exercer une pression efficace sur une population indépendante ? Si nous avons réussi à supprimer la traite sur la côte occidentale de l'Afrique, ce résultat est dû plutôt au progrès politique et social qu'à l'action de notre marine. Les gouvernements civilisés ont cessé de favoriser l'exploitation des noirs par leurs propres chefs qui les amenaient à la côte pour être vendus. Aujourd'hui, nous nous trouvons en face d'un souverain indépendant qui répond à nos instances que les lois et les usages de son peuple lui défendent d'entrer dans la voie que nous lui indiquons. Cette réponse, sincère ou non, est un obstacle formidable. Si le sultan persiste dans cette attitude, il faudra, ou abandonner la question, ou bien la résoudre par la force au prix de grands sacrifices. »

« Le journal de la Cité n'ose pas conclure, mais il est évident que la perspective d'une guerre pleine d'incidents imprévus sur la côte orientale de l'Afrique ne lui paraît pas très-rassurante. De tous les cas, l'attention que la presse anglaise suit le progrès de la mission de sir Bartle Frère prouve qu'il s'agit pour la Grande-Bretagne d'une affaire réellement importante, non-seulement sous le rapport humanitaire, mais encore et surtout au point de vue des complications qui pourraient résulter de l'immixtion du gouvernement anglais dans les affaires de l'Afrique orientale. »

« D'après le Times, le bruit ne se confirme pas que sir Samuel Baker, lady Baker et les personnes attachées à l'expédition, aient été massacrés par des tribus sauvages. »

« Le procès Tichborne est fixé au 23 avril prochain. L'acte d'accusation porte sur titre : la Reine contre Castro, alias Orion, alias Tichborne, baronnet. On sait que l'affaire est dévolue à la juridiction des juges réunis, siégeant

au tribunal du Banc de la Reine. Le prévenu est accusé de trois crimes, dont deux seront jugés par des jurys spéciaux. Le ministère public sera représenté par cinq légistes de la Couronne. »

« Le prétendant Tichborne a obtenu du tribunal du Banc de la Reine, l'autorisation de poursuivre en justice l'auteur d'une récente brochure publiée sous le titre de *Roman Tichborne*, et dont le but paraît être de nuire à la cause du prétendant. »

« Le lord-chef justice a expliqué, à cette occasion, que la jurisprudence anglaise considère comme « contumace » (manque de respect à la justice) toute publication contenant des observations de nature à présenter défavorablement devant l'opinion publique la cause d'un accusé qui doit comparaître prochainement devant un tribunal. »

« Le lord-chef justice a repoussé une seconde demande du prétendant tendant à plaider une nouvelle affaire d'urgence, afin de la plaider avant le procès principal, fixé au 23 avril. »

« Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 17 avril. »

Diminution : Sur la réserve totale (billets et numéraire), 435,694 liv. st. ; sur les billets en circulation, 30,155 liv. st. ; sur les effets escomptés, 910,949 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 818,543 liv. st. ; sur le compte du trésor, 469,121 liv. st. ; sur les billets en réserve, 428,285 liv. st.

« M. le général de Mantouffel a pris le premier la parole dans les termes suivants :
« Si je savais le français, je serais un discoureur ; ne sachant pas, je prononce seulement le nom du grand citoyen dont je veux porter la santé ; mais son nom seul en dit plus que ne pourrait le faire un long discours ».

« Je bois à la santé de M. Thiers. »
« M. de Saint-Vallier a répondu :
« Je remercie M. le général de Mantouffel de l'intention dans laquelle il nous a réunis, et du toast qu'il vient de porter à notre illustre président ; je le remercie au nom de M. Thiers, et en notre nom à tous, des paroles de bon vouloir et de confiance que vous priez de nous adresser, et de la confiance que vous nous avez accordée, et du général en chef, qui, depuis deux années, a bien voulu exercer son commandement, et a converti en une mission d'apaisement, et de conciliation la tâche difficile pour lui, pénible pour nous, qu'il avait à remplir. Portons la santé du général de Mantouffel, et gardons le souvenir des nobles qualités qu'il a déployées dans tous ses actes : la justice, la modération, l'impartialité. »

« M. Jousserandot, préfet de la Marne, a exprimé, au nom des députés de ce département, les sentiments de gratitude que les populations portent à M. de Mantouffel pour sa modération pendant deux années d'une crise douloureuse. »
« Après M. Jousserandot, M. Bernard, maire de Nancy, et M. Douai, préfet de Meurthe-et-Moselle, ont pris la parole dans le même sens, et ils ont joint aux remerciements pour M. le général de Mantouffel des vœux pour la paix, et contribué puissamment à rendre moins douloureuses les suites de la guerre pour les départements occupés. »

« La lettre suivante a été adressée par M. le ministre de Grèce à M. Saint-Marc Girardin :
« Paris, le 13 avril 1878. »

« Madame,
« Le coup affreux qui vous a frappée d'une manière si soudaine retentit partout où il y a des hommes ayant le culte des talents, de la vertu et de la haute intelligence. Nulle part il ne produira une plus douloureuse impression que sur la Grèce, que l'homme de bien et l'homme d'Etat qui vient de rendre son âme à Dieu a su s'attacher par les liens les plus puissants de la reconnaissance. De sa noble parole il a toujours défendu un pays dont il approuvait les efforts, et dans l'antiquité duquel il trouvait de grands modèles à imiter. »

« Au milieu de votre douleur, puissiez-vous, madame, puiser quelque consolation dans la pensée que vos larmes sont partagées par toute une nation chez laquelle la mémoire du grand défunt restera impérissable. »
« C'est le cœur accablé de tristesse que je me rends l'interprète des sentiments d'affection, de vénération et de reconnaissance de mes concitoyens ; et je vous prie, madame, de bien vouloir lui aussi agréer mes vœux de condoléance, ainsi que l'expression du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, »

« Votre très-humble et très-obéissant serviteur,
« A. R. RANGAR,
« Ministre de Grèce. »
« Le Times publie une dépêche de Paris du 15, disant que les représentants anglais, français, belges et hollandais de raffineries de

sucres, se réuniront à Paris pour s'entendre sur les questions relatives aux produits des sucres bruts. »

On espère obtenir un résultat satisfaisant. — A l'audience du 15 avril, dans l'affaire des grands chefs arabes (3^e série), M. Fau, avocat général, après quelques conclusions générales, a développé les charges qui pèsent sur chaque accusé ; il demande les circonstances atténuantes en faveur de plusieurs d'entre eux, notamment Ali-Chérif.

M. Thibaut, du barreau de Grenoble, défend le cheik-Aziz ; il expose les fautes politiques de l'empire, qui, au lieu d'amoindrir la féodalité qu'il fallait détruire, agrandissait son influence. M. Thibaut dit que l'ordre religieux des Khonans, loin d'être le fauteur de l'insurrection, a toujours recommandé à ses adeptes de rester fidèles à la France ; il ajoute que le commandant supérieur de Bougie est le véritable auteur de l'insurrection de la Kabylie, et que la responsabilité doit lui en être attribuée.

Le lendemain M. Thibaut, défenseur du cheik Aziz, a repris sa plaidoirie, qui a été qu'un long réquisitoire contre Ali-Chérif et le commandant supérieur. M. Laurier prendra la parole ce soir, si le défenseur d'Aziz a terminé.

« Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants, à la date du 17 avril. »

Augmentation : Sur l'encaisse, 1,000,000 de francs ; sur la circulation des billets, 5,750,000 francs. — Diminution : Sur le portefeuille, 27,750,000 francs ; sur les avances (lingots), 330,000 francs ; sur le compte du trésor, 5,100,000 francs ; sur les comptes-courants, 22,500,000 francs.

« Nécrologie. — M. de Rochefort-Lucay est mort le 15, à Versailles, dans le couvent des Dames-Augustines, qu'elle n'avait pas quitté depuis son mariage. »

« Autre décès : celui de M. Albert Glatigny, poète qui a succombé, à Sévres, à une maladie de consommation. »

« M. Fulgence Gérard, auteur de tant de romans maritimes, est mort le 15 avril dans un état voisin de la misère. Il était âgé de soixante-trois ans. Fulgence Gérard a été pendant un certain temps le collaborateur d'Eugène Sue. »

« Grande-Bretagne. »

On écrit de Londres, 15 avril, au Nord : « Il est toujours fort douteux que la mission de sir Bartle Frère parvienne à changer par des moyens pacifiques les conditions de travail sur la côte orientale de l'Afrique. Les raisons que le sultan de Zanzibar oppose à la propagande abolitionniste de l'Angleterre sont à la fois économiques et religieuses, et il n'est pas impossible que d'autres influences extérieures contribuent encore à la rendre inaccessible aux arguments de l'envoyé anglais. Il paraît toutefois, d'après le rapport de sir Bartle Frère, que les conditions naturelles de Zanzibar ne font rien qui empêche le travail libre, et que les noirs affranchis y arrivent à des résultats très-satisfaisants comme cultivateurs. Sir Bartle Frère a visité une plantation dirigée par un anglais, le capitaine Fraser, et cultivée exclusivement par des noirs libérés. Cet établissement se trouve dans un état de prospérité remarquable, et le sultan de Zanzibar a lui-même reconnu que la culture des noirs affranchis était supérieure à celle des Arabes. Cette

</